Fondation Jean Jaurès

Économie/ social

POUR CONTRER DURABLEMENT L'EXTRÊME DROITE, PRIORITÉ AUX SOLIDARITÉS

Timothée Duverger, Thierry Germain

27/06/2024

Le social doit être le point d'entrée principal et préalable de tout projet politique de gauche, plaident Timothée Duverger et Thierry Germain dans cette note de l'Observatoire de l'expérimentation et l'innovation locales de la Fondation. Selon eux, ce n'est qu'ainsi que l'individu et le collectif pourront être réconciliés en restaurant la valeur du travail à travers plusieurs leviers – le revenu d'autonomie, la garantie d'emploi et la démocratie en entreprise – et un outil, celui de l'expérimentation locale.

« It's the economy stupid ! » Mantra de l'élection de Bill Clinton à la présidence des États-Unis en 1992, l'apostrophe du stratège américain James Carville traduisait la priorité et l'attention absolues qu'il fallait alors porter à la question de l'économie.

Rapporté à ce que nous vivons ici et maintenant, « It's the social, stupid ! » nous semble être le rappel à l'ordre essentiel. Oui, **le social doit être la priorité**. Plus loin même, **les solidarités doivent être le point d'entrée principal et préalable du projet politique** que la gauche et les écologistes doivent repenser ensemble, avec la société civile et les citoyens[1].

Plusieurs éléments participent à installer la question des solidarités comme le sujet majeur de cette campagne législative, dont on a beaucoup dit déjà l'importance majeure qu'elle revêt pour notre pays, son unité et sa solidité :

- **des *éléments conjoncturels de fragilisation*** comme les réformes de l'assurance-chômage et des retraites, susceptibles de créer de nouvelles trappes à pauvreté, ou les pertes de pouvoir d'achat et difficultés quotidiennes liées à l'inflation ;
- **des *tendances lourdes de précarisation*** de groupes entiers de la population, à l'instar de la multiplication des familles monoparentales dont les femmes sont majoritairement à la tête, des difficultés grandissantes rencontrées par la jeunesse ou des SDF dont le nombre augmente sans cesse ;

- **des *changements civilisationnels*** enfin, en raison des fractures nouvelles que créent les grandes transitions en cours dans nos sociétés, que ce soit le vieillissement, les nouveaux outils numériques ou les impératifs climatiques.

Ces fragilités appellent bien sûr à ce que des soutiens soient apportés et des protections repensées. Mais la politique du chéquier (multiplication des aides ponctuelles et ciblées), la mise en accusation des personnes aidées à travers une logique de défiance et de contrôle qui se systématise ou encore l'éparpillement et l'empilement des aides dans un millefeuille social de plus en plus complexe ne sont plus des solutions viables. Il est plus que temps d'arrêter de colmater, de bricoler et de stigmatiser !

Nous avons urgemment besoin d'une véritable *réinvention solidaire*, une approche des solidarités qui, pleinement articulée avec les dimensions économiques et écologiques de nos sociétés, embrasse de façon efficace tous les aspects de la vie d'aujourd'hui, et tous ses moments.

Nous ne concevons donc pas cette réinvention comme un catalogue de mesures disparates, mais comme une approche globale et cohérente articulée autour de trois éléments clés.

Cette réinvention solidaire doit réconcilier individu et collectif

L'individu n'est pas plus l'ennemi de la société qu'il n'est celui de la gauche. Il faut cesser de confondre individualisation et individualisme[2], et considérer que cet individu neuf, qui naît de l'affaiblissement ou des mutations de plusieurs cadres anciens (famille, entreprise, parti, religion, territoire) en raison de quelques révolutions sociales et technologiques majeures (numérique, mobilités, diffusion des études), doive nécessairement se dégrader en un humain replié sur lui-même, hyperconnecté, préoccupé de ses seuls sujets et pour beaucoup uniquement occupé à consommer pour exister. L'individu qui émerge à présent doit plus simplement trouver sa place dans des cadres collectifs nouveaux, plus souples et plus fluides, mais pas nécessairement moins altruistes ou solidaires.

La solidarité telle que nous la concevons intègre pleinement cette dimension majeure de l'autonomie et de l'émancipation. Le social ne doit pas être pensé uniquement comme un filet mais aussi et surtout comme un support, un point d'appui pour faciliter et consolider les millions de parcours individuels dont sont faits nos sociétés contemporaines. Changements de trajectoires professionnelles, création d'activités, formation initiale choisie et motivante, actions au service de l'intérêt général, engagement dans l'économie sociale et solidaire, aidance, besoin d'appuis

ponctuels (chômage ou maladie), etc. : **tout ce qui consolide l'individu dans sa trajectoire individuelle consolide la société tout entière dans son devenir, à la condition expresse qu'il existe une redistribution bien réelle, et que chacun puisse être, selon les moments de sa vie, alternativement contributeur et bénéficiaire de ce système d'entraide**.

Il faut une fois pour toutes dépasser l'idées des « aides sociales » octroyées et honteuses (avec en toile de fond politique un prétendu « assistanat ») pour parvenir à une solidarité pensée de façon globale, c'est-à-dire s'exerçant tout au long de la vie en s'appuyant sur une mutualisation bien pensée des ressources et richesses (et donc un vrai partage de la valeur créée), et sur un large esprit de coopération. Mutualisations et coopérations dont il ne faut jamais oublier que, toujours, c'est l'individu qui en est le ressort[3]. Au cœur de solidarités nouvelles à repenser se cache la réconciliation entre l'individu et le collectif, l'un des nœuds gordiens de l'époque que nous vivons.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

Cette réinvention solidaire doit irriguer un projet républicain réaffirmé

Les solidarités sont trop souvent présentées comme un poids pour nos sociétés alors qu'elles en sont la condition positive, comme une charge alors qu'elles représentent un irremplaçable profit au sens le plus noble du terme, et un commun d'une utilité sans pareille. Calculs de boutiquiers, approches volontairement techniques ou administratives, faits isolés mis en exergue et chiffres tendancieux complaisamment repris visent à enfermer le social dans la notion d'aide exceptionnelle et tolérée, et qui ne serait octroyée qu'au risque de fragiliser l'édifice économique et social tout entier. Rien de plus faux !

Lorsque des sociétés doivent affronter des transitions écologiques et économiques aussi importantes que celles que nous vivons, dans une telle urgence et avec une telle ampleur, les solidarités sont bien plus qu'une condition nécessaire, elles sont l'outil qui permettra de les réussir. Pas de virage économique sans engagement des salariés, pas de transition climatique sans partage des efforts, pas de sobriété sans adaptation des consommateurs, pas de ruralités sans

services publics adaptés…, nous pourrions multiplier les exemples. Au-delà des protections qu'elle crée, la solidarité porte également les partages nécessaires des efforts, et la conscience de participer, à sa place et avec les moyens que cela nécessite, à un véritable projet commun.

Ce n'est pas la seule question des inégalités mais bien celle des liens qui est posée, du ciment qui permet de faire société et de s'embarquer consciemment dans un projet partagé. Identité et égalité sont deux notions qui toujours doivent trouver leur équilibre et leur articulation : ne pas savoir les encastrer conduit aux pires dérives pour les personnes et les sociétés. Ce qui nous permet d'organiser les mises en commun nécessaires est fondé par ce qui nous lie, et seule la conscience d'appartenir au même ensemble humain et de partager le même destin offre les conditions des mutualisations et des coopérations nécessaires. **Repenser les solidarités, c'est donc également et dans le même temps résoudre la question des identités.** Pour cela, la France dispose du meilleur logiciel jamais inventé, la République.

Un nouveau paradigme social est donc nécessairement une refondation du projet républicain. Il s'agit d'adapter notre contrat social pour affronter la question clé de notre futur, à savoir réussir le virage climatique sans laisser personne au bord du chemin et, mieux même, en réinstallant chacun non plus comme victime mais comme pleinement acteur de cette transformation majeure.

Cette réinvention des solidarités doit restaurera la valeur *du* travail

Le mouvement des retraites a rappelé la centralité du travail dans l'organisation des solidarités. En étant claire sur l'importance qu'elle accorde au travail et ambitieuse sur la conception qu'elle en a, la gauche peut durablement et profondément restaurer le rapport que les Français entretiennent avec lui. Pour cela, il faut passer de la valeur travail à la valeur *du* travail.

La *valeur travail* est devenu un mantra libéral qui n'énonce qu'une seule idée, profondément contestable : il faut travailler à tout prix, travailler même si c'est mal payé, dangereux, nuisible au bien commun, préjudiciable à ses propres équilibres et que cela s'exerce dans le cadre d'un management vertical et sans humanité, au sein d'entreprises qui accroissent les inégalités dans tous leurs aspects (partage des décisions, de la valeur, des perspectives, du projet…). **Parler de *valeur du travail* dit autre chose : puisque le travail est central dans toutes nos vies, il faut en avoir une approche claire et exigeante, en termes de salaires, de management, de démocratie dans l'entreprise, de partage de la valeur créée, de sinistralités, d'utilité et de qualité.**

Plusieurs mesures du programme du Nouveau Front populaire pour ces législatives y participent[4]. Il

commence par proposer l'abrogation des très décriées réformes des retraites et de l'assurance-chômage. Il veut également soutenir le pouvoir d'achat (augmentation des salaires et du point d'indice, indexation des salaires sur l'inflation) en prélevant davantage le patrimoine et les revenus du capital, ainsi que des mesures visant à améliorer les conditions de travail. Il prévoit enfin la mise en place d'une garantie d'autonomie ouverte dès 18 ans, la création d'emplois aidés ou la démocratisation de l'entreprise par l'octroi aux travailleurs d'un tiers des sièges dans les conseils d'administration d'entreprise ou le soutien à la reprise en Scop par les salariés.

En prolongeant cette démarche, en s'appuyant aussi sur des outils neufs issus des idées partagées des élus, des experts, de la société civile et des citoyens, nous pourrons durablement changer les choses. Cette valeur du travail peut se repenser autour de propositions concrètes et solides, expérimentées en territoire, nourrie de multiples travaux, notamment au sein de la Fondation Jean-Jaurès, et qui ne demandent qu'à se diffuser[5]. Nous en donnons trois exemples forts.

Le revenu d'autonomie

Nicolas Duvoux a bien mis en avant ce curseur social qu'il faut désormais pleinement prendre en compte : le rapport à l'avenir[6]. La capacité ou non à se projeter dans *son* futur détermine celle de se projeter dans *le* futur. Lorsqu'elle est dégradée, se créent des situations de précarité, parfois très enracinées, mais aussi montent des ressentis qui sont un poison pour nos sociétés tout entières : sentiment de déclassement, anxiétés, colères, recherche de boucs émissaires, désertion civique… Le revenu d'autonomie tel que nous y travaillons depuis des années (dans la foulée du revenu universel puis du revenu de base) permet d'assurer à chacun le socle à partir duquel il pourra penser et organiser son avenir et celui de ses proches. **Outil majeur contre la pauvreté, c'est aussi un remarquable levier pour apaiser et rassembler la société**, et grandement entamer cette tension qui est en train de tout miner[7]. Ses cinq piliers (inconditionnalité, versement automatique, ouverture aux jeunes, augmentation des montants attribués et garantie d'emploi) en font également un élément important pour trois dimensions essentielles à restaurer : la redistribution des richesses[8], le rapport au travail et la transition juste en garantissant à chacun des ressources suffisantes.

La garantie d'emploi

La garantie d'emploi[9] est l'autre face du revenu garanti. Si certains emplois sont aujourd'hui menacés par l'intelligence artificielle comme par la redirection écologique de la production, le travail reste central dans l'organisation de nos sociétés par la reconnaissance et la rémunération qui lui sont attachées. Elle est déjà expérimentée dans une soixantaine de territoires à travers

les Territoires zéro chômeur de longue durée (TZCLD) et se diffuse en Europe. La garantie d'emploi territoriale est d'abord **un outil de sécurité de l'existence** grâce au recours à la participation volontaire des personnes, qui contribuent à la définition du contenu du travail, et à des emplois décents (contrat à durée indéterminée, temps choisi, salaire minimum). Elle est ensuite **un outil d'accompagnement des transitions** en soutenant le développement d'activités qui concourent à la cohésion sociale ou à la préservation de l'environnement. Mise en œuvre à partir d'une gouvernance décentralisée, elle implique les habitants, les collectivités locales, les acteurs de l'économie sociale et solidaire et plus largement l'ensemble des parties prenantes des territoires.

La démocratie dans l'entreprise

Le malaise du travail en France tient pour une bonne part à l'absence de démocratie dans l'entreprise[10]. Il y a plus d'un siècle, Jean Jaurès soulignait que la Révolution a fait du Français un roi dans la cité et l'a laissé serf dans l'entreprise. Cette contradiction est au cœur des tensions et ressentiments contemporains. Devenue un impensé à gauche depuis la loi Auroux de 1982 qui a marqué les dernières avancées notables, **la démocratie dans l'entreprise doit redevenir une priorité**. Elle est au fondement de l'apprentissage de la démocratie comme de la confiance dans les institutions et de la prise en compte des enjeux sociétaux. Cela exige le transfert du capital aux salariés. Des expériences existent notamment grâce aux transmissions en Scop qui concernent déjà quelques dizaines d'entreprises chaque année. Mais ce mouvement pourrait être amplifié en favorisant l'accès au capital des salariés grâce à de nouvelles dispositions réglementaires et incitations fiscales. Nous avons ainsi travaillé à un modèle de coopérative d'actionnaires salariés, inspiré des Employee Stock Ownership Plan (ESOP) américains, pour transférer les titres de propriété aux salariés sans prise de risque pour eux[11].

L'ensemble de ces propositions reposent sur une méthode : l'expérimentation

Un fait est frappant aujourd'hui : écologie et pouvoir d'achat ne cessent de se heurter et, dans ce match, ce sont toujours les enjeux climatiques qui sortent perdants (recul sur les pesticides suite à la crise des agriculteurs[12], recul sur les Zones à faibles émissions (ZFE) suite aux protestations[13], recul sur la taxation écologique suite aux « gilets jaunes »[14]…). Ce *backlash* écologique est donc une question de partage des efforts mais aussi la conséquence d'un cruel manque de partage tant des problématiques (nature et gravité des problèmes) que des solutions. La convention citoyenne pour le climat l'a montré : prendre le temps d'examiner les sujets ensemble, poser un diagnostic le plus partagé possible et travailler de concert aux solutions qui peuvent être mises en œuvre est un

fantastique atout pour progresser dans les transformations nécessaires. L'expérimentation locale, outil neuf et démocratique, permet tout cela. Pour réinventer les solidarités, ne tardons pas à la généraliser : elle aidera à faire de nos territoires les laboratoires démocratiques d'une transition juste[15].

1. Un travail mené depuis 2019 par le do tank Solutions solidaires.
2. Pierre Bréchon, « L'individualisme a nettement regressé en Europe », *Le Monde*, 28 août 2023.
3. Timothée Duverger et Thierry Germain (dir.), *Vivre en coopération*, La Tour-d'Aigues, L'Aube/Fondation Jean-Jaurès, 2023.
4. Dominique Méda, « Le Nouveau Front populaire remet le travail et les travailleurs au cœur des politiques », *Alternatives économiques*, 19 juin 2024.
5. *La France qui essaie*, Fondation Jean-Jaurès, 2024.
6. Nicolas Duvoux, *L'avenir confisqué : inégalités de temps vécu, classes sociales et patrimoine*, Paris, PUF, 2023.
7. Timothée Duverger et Thierry Germain, *Revenu d'autonomie : faire le choix d'un autre modèle !*, Fondation Jean-Jaurès, 12 avril 2023.
8. Marc Wolf, *Pour une garantie de revenu réellement universelle : une approche pragmatique*, Fondation Jean-Jaurès, 3 mai 2024.
9. Timothée Duverger et Achille Warnant, *Vers une garantie d'emploi territorialisée pour une Europe plus solidaire*, Fondation Jean-Jaurès, 13 novembre 2023.
10. Thomas Coutrot et Coralie Perez, *Redonner du sens au travail : une aspiration révolutionnaire*, Paris, Seuil, 2022.
11. Timothée Duverger et Christophe Sente, *Vers une République du travail : proposition pour une Europe sociale*, Fondation Jean-Jaurès, 17 mai 2024.
12. Justine Guitton-Boussion, « Réduction des pesticides : le recul du gouvernement », *Reporterre*, 21 février 2024.
13. Valéry Laramée de Tannenberg, « Le gouvernement préfère-t-il faire disparaître les ZFE plutôt que la pollution de l'air ? », *Alternatives économiques*, 27 mars 2024.
14. Alexandre Lemarié et Virginie Malingre, « « Gilets jaunes » : la hausse de la taxe carbone « abandonnée » pour 2019 », *Le Monde*, 5 décembre 2018.
15. Timothée Duverger, Thierry Germain et Achille Warnant, *Réinventer le lien entre la République et ses territoires*, Fondation Jean-Jaurès, 19 avril 2023.